

REDACTION & ADMINISTRATION: NOUVEAU, rue du Vieux-Brabant, n° 53 TOURNAI, en Belgique.

PRIX DES ABONNEMENTS: 3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr. WORLD & départements limités: 3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sans avis contraire.

LE QUOTIDIEN Journal Républicain quotidien

ANNONCES: 0 fr. 25 la ligne. RECLAMES: 0 fr. 50. FAITS DIVERS: 0 fr. 75. LOCALES: 1 fr. 50.

Les annonces sont reçues à LILLE, aux bureaux du Journal et PARIS, l'Agence Havas, place de la Bourse, 101.

TELEPHONE

LA RUE

Les manifestations auxquelles a donné lieu la célébration du 4^{er} mai, ont provoqué des polémiques relatives à la liberté de la rue.

La rue appartient à tout le monde, disent les manifestants. Nous avons le droit d'en user, comme tous les citoyens, du moment que nous ne causons pas de trouble et que nos manifestations sont pacifiques.

Comme dit le philosophe de Bruant: "Tous dans la rue, tous chez toi."

La question est, certes, délicate et difficile à résoudre. Dans notre pays de suzerain universel, les dépositaires de l'autorité, ministres, préfets, maires, sont les mandataires du pays.

Il est curieux de voir, en effet, que ce sont les mêmes citoyens qui combattaient les plus violemment les droits de réunion de la bourgeoisie catholique, qui réclament aujourd'hui avec la même énergie ce privilège en faveur des socialistes.

Permettons à tous de circuler librement, de se promener dans les rues de la cité, de manifester à leur guise et à leur fantaisie, — telle est la doctrine des partisans de la liberté absolue.

Pendant toute la journée du 1^{er} Mai, à Lille, c'est à peine si l'on a aperçu, par-ci par-là, quelques individus qui se disputaient, au lieu de se battre.

Et pas la moindre grève, pas même une querelle n'ont eu lieu. Si la manifestation avait été observée à Paris, on se serait amusé à regarder les quelques troubles, d'ailleurs sans gravité, qui se sont produits.

Le 1^{er} Mai n'a plus son caractère menaçant, il n'est plus une fête de révolte, il est devenu une fête de fraternité. On n'est plus obligé de se battre, on est obligé de se respecter.

l'expression des socialistes eux-mêmes, comme une fête du travail, et dénonça à l'occasion des grandes fêtes publiques, du 14 juillet par exemple.

Comme il est, cependant, des faits isolés, et qui méritent, nous l'espérons, les chefs mêmes de l'œuvre ouvrière. Ils ne sont pas tous d'égale nature, et il faut que la police soit quelquefois nécessaire, ne fût-ce que pour protéger la liberté des citoyens.

Je réponds de tout, avait dit M. le Maire Carrelle à M. le Préfet à M. le Ministre le 1^{er} mai, et il ne sera comme à Roubaix, sans aucun excès; il y aura aucun tumulte.

La vérité est que nous faisons chaque jour davantage, en France — peuple et gouvernements — l'apprentissage de la liberté. Nous sommes encore imprégnés de ces traditions monarchiques.

Et les gouvernements sont toujours tentés de réprimer. Les déclarations de forces, les interventions inopportunes, les mises en contact de la foule et de la police, provoquent parfois des conflits et des troubles graves, qui avec plus de réserve et de tolérance ont pu être évités.

Si l'on peut paraître excessif d'accorder à la manifestation le caractère d'un droit de manifestation de la rue, on démentirait les principes de la liberté absolue.

Le 1^{er} Mai n'a plus son caractère menaçant, il n'est plus une fête de révolte, il est devenu une fête de fraternité. On n'est plus obligé de se battre, on est obligé de se respecter.

Comme il est, cependant, des faits isolés, et qui méritent, nous l'espérons, les chefs mêmes de l'œuvre ouvrière. Ils ne sont pas tous d'égale nature, et il faut que la police soit quelquefois nécessaire, ne fût-ce que pour protéger la liberté des citoyens.

l'expression des socialistes eux-mêmes, comme une fête du travail, et dénonça à l'occasion des grandes fêtes publiques, du 14 juillet par exemple.

Comme il est, cependant, des faits isolés, et qui méritent, nous l'espérons, les chefs mêmes de l'œuvre ouvrière. Ils ne sont pas tous d'égale nature, et il faut que la police soit quelquefois nécessaire, ne fût-ce que pour protéger la liberté des citoyens.

Je réponds de tout, avait dit M. le Maire Carrelle à M. le Préfet à M. le Ministre le 1^{er} mai, et il ne sera comme à Roubaix, sans aucun excès; il y aura aucun tumulte.

La vérité est que nous faisons chaque jour davantage, en France — peuple et gouvernements — l'apprentissage de la liberté. Nous sommes encore imprégnés de ces traditions monarchiques.

Et les gouvernements sont toujours tentés de réprimer. Les déclarations de forces, les interventions inopportunes, les mises en contact de la foule et de la police, provoquent parfois des conflits et des troubles graves, qui avec plus de réserve et de tolérance ont pu être évités.

Si l'on peut paraître excessif d'accorder à la manifestation le caractère d'un droit de manifestation de la rue, on démentirait les principes de la liberté absolue.

Le 1^{er} Mai n'a plus son caractère menaçant, il n'est plus une fête de révolte, il est devenu une fête de fraternité. On n'est plus obligé de se battre, on est obligé de se respecter.

Comme il est, cependant, des faits isolés, et qui méritent, nous l'espérons, les chefs mêmes de l'œuvre ouvrière. Ils ne sont pas tous d'égale nature, et il faut que la police soit quelquefois nécessaire, ne fût-ce que pour protéger la liberté des citoyens.

CHAMBRE

l'élégation de M. Black au conseil d'administration d'Abbville.

MIVIANE

PREMIERE PARTIE

Il lui tendait la main, Gilbert lui donna franchement la sienne. Elle lui convulsaient en lui-même, on se pouvait à peine croire modifier d'équilibre, elle avait été soulevée, elle n'était plus qu'une masse de chair et de sang, elle n'était plus qu'une masse de chair et de sang, elle n'était plus qu'une masse de chair et de sang.

NOS

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Agence de Roubaix-Tournaï.

Paris des Ministres

Paris, 2 mai. — Les ministres se sont réunis mardi matin à l'Élysée sous la présidence de M. Combes.

La suppression des octrois

Le 1^{er} jour de la première délibération sur la proposition de loi de M. Giffet, relative à la suppression des octrois.

La fermeture de la Bourse du travail

INTERPELLATION DUMAY-RADOUX. M. le Président. — J'ai reçu de M. Dumay et Radoux une demande d'interpellation sur la fermeture de la Bourse du travail.

Discours de M. Dumay

M. Dumay. — J'ai l'honneur de vous adresser, monsieur le Président, un rapport sur la situation de la Bourse du travail.

Vous avez toujours vos parents, mon

— Oui, madame. Mon père est négociant; il possède une belle maison de la France.

— Vous appelez que folle une nouvelle preuve de moi à moi?

— C'est à son Vieux, mais personne ne savait dire comme ça.

— Avant de monter dans la balustrade, Gilbert

— Vous regrettez que je sois